



# MARRE D'ÊTRE EXEMPLAIRES

## DISPARITION PROGRAMMÉE DES BRIGADES DÉPARTEMENTALES DE VÉRIFICATION

Un groupe de travail était programmé ce jour, mercredi 28 octobre 2015, avec pour ordre du jour la Contribution à l'Audiovisuel Public (Redevance TV).

Une fiche préparatoire a cependant été reçue en complément avec pour intitulé : « optimiser les moyens consacrés au contrôle fiscal ».

La Direction Générale dresse ses propres constats :

- ▶ La répartition géographique des emplois de vérificateurs doit être révisée.
- ▶ Le rattachement des vérificateurs de certaines directions territoriales aux DirCoFi doit être étudié.

▶ Le périmètre de compétence des DirCoFi est calé sur celui des inter régions et va devoir évoluer compte tenu de la réforme régionale. Ce dernier point doit être inscrit à l'ordre du jour du Comité Technique de Réseau (CTR) emplois de novembre...

▶ Le positionnement des emplois de vérificateurs sur le territoire n'a pas évolué substantiellement depuis 2008.

Elle en arrive à la conclusion qu'une **quarantaine de directions territoriales sont potentiellement concernées** par le rattachement des vérificateurs aux DirCoFi.

Ces directions ont été « sélectionnées » selon les critères et coefficients suivants :

NATURE	INDICATEUR	PONDÉRATION
MATIÈRE FISCALE	Nbre de déclarations de résultats IS,EIC,BNC,BA déposées en 2012	10 %
	Chiffre d'affaires HT	10 %
	Nombre de demandes de RCTVA traitées en 2011,2012 et 2013	5 %
ENJEUX	Droits nets rappelés en 2011, 2012 et 2013 (hors 5% supérieurs)	30 %
	Encaissements dans MEDOC (droits-pénalités) en 2011, 2012 et 2013 (hors 5% supérieurs)	35 %
CIVISME	Nombre de CFE classés en répressif en 2011, 2012 et 2013	5 %
	Nombre de plaintes (PPC, escroquerie, opposition) en 2010	5 %

# LE 18 NOVEMBRE TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

**F.O.-DGFIP** alerte les agents sur les points suivants :

- ▶ La cible retenue par la DG de 10 vérificateurs par brigade va rendre kafkaïen le rôle des chefs de brigade. Gérer **90 dossiers par an n'est pas tenable**, cela sera un objectif de 120 à 130 dossiers demain...
- ▶ Ce sont **50 emplois** de vérificateurs de terrain qui **disparaissent immédiatement** : 107 postes seront redéployés, dont 50 vers les directions des DirCoFi.
- ▶ C'est la **disparition du TAGERFIP** des emplois de vérificateur dans le département

pour l'année prochaine. Cela explique la précipitation et l'inscription à l'ordre du jour du CTR emploi du 18 novembre prochain.

- ▶ Un vérificateur de la DirCoFi Marseille pourra être amené à vérifier un dossier à Briançon à plus de 300 kilomètres ! L'administration prendra sans doute ses **frais de déplacement** en charge !
- ▶ **Combien d'emplois vont disparaître** dans la sphère contrôle ? L'expérience vécue à Alençon (Orne) du transfert de la BDV vers la DirCoFi ne concernait que 5 agents sur 6 !

Au vu du constat à charge de l'administration, **F.O.-DGFIP condamne** d'ores et déjà **les orientations du Directeur Général** qui n'auront d'autres résultats que d'organiser le repli territorial des service de contrôle en vidant les directions départementales de cette mission et des emplois correspondants.

**F.O.-DGFIP** n'a eu de cesse de :



**dénoncer une illusoire sanctuarisation de l'emploi** dans la sphère contrôle fiscal,



**refuser la subordination du contrôle** aux perspectives de recouvrement et plus largement toute notion de rentabilité ...



**s'opposer à toute** atteinte à l'initiative des agents et à toute **normalisation** des opérations de contrôle,

**La sphère du contrôle, comme la programmation et la recherche, vont vivre de véritables séismes pouvant aboutir à leur disparition.**



**combattre les atteintes à la proximité géographique** des services de contrôle et de gestion,

**Chaque agent du contrôle, comme chaque agent de la DGFIP, doit être conscient des dangers sur ses missions, ses droits, sur l'implantation des structures et la localisation des emplois.**



**lutter contre** les projets de régionalisation ou d'inter régionalisation dans le cadre de **la démarche stratégique**, déclinaison de la MAP,

**Une réaction forte des personnels s'impose maintenant pour les défendre.**



# PRENONS NOS RESPONSABILITÉS